



**11 RUE GRAND JEAN
Société Civile Immobilière
Au capital de 1 200 €
Siège Social : 15, Grand Rue
30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX**

STATUTS

LES SOUSSIGNÉS :

- Mme Marion, Jeanne, Antoinette AYMERICH

Née le 20 Mai 1976 à CHARTRES (Eure et Loir)

Demeurant : 9 bis, Rue des Rachalans - Apt 2 - 30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX

Célibataire, non membre d'un pacte civil de solidarité

De nationalité Française

. M. Richard, Alain ABRIAL

Né le 24 Juillet 1973 à RODEZ (Aveyron)

Demeurant 6, Rue de la Pujade - 30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX

Epoux commun en biens en instance de divorce, ayant capacité pour agir seul

En vertu de l'ordonnance de non- conciliation en divorce du 25 Janvier 2021

Précisant que le divorce a été demandé par l'épouse et accepté par l'époux

Et en application des dispositions de l'article 262-1 alinéa 4 du Code Civil

Qui précise qu'en pareil cas, le divorce, lorsqu'il sera prononcé,

Prendra effet à la date de la demande en divorce

De nationalité française

. M. Mathieu, Jacques FAGES

Né le 17 Mars 1983 à ALES (Gard)

Demeurant 15, Grand Rue - 30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX

Epoux commun en biens de **Mme Mélanie, Louise SEVEYRAC**

Née le 13 Novembre 1984 à AUBENAS (Ardèche)

A défaut de contrat de mariage préalable à leur union

Célébrée le 21 Juin 2014 en la Mairie de GALLARGUES-LE-MONTUEUX (Gard)

De nationalité française

. La Société ELSYS SOLUTIONS

Société par Actions Simplifiée au capital de 150 000 €

Dont le siège social est ZA Le Roucagnier - 339, Rue du Roucagnier

34400 LUNEL VIEL

Immatriculée au R.C.S. de MONTPELLIER sous le N° 830 694 089 N° 2017 B 02376

Représentée par sa Présidente, la S.A.S. ELSYS

Elle-même représentée par son Président, **M. Richard ABRIAL**

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société Civile devant exister entre les propriétaires des parts sociales créées à la constitution et au cours de la vie sociale.

TITRE I **FORME - DÉNOMINATION - OBJET - SIÈGE - DURÉE**

Article 1 - FORME

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société Civile régie par les dispositions du Code Civil et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- La propriété, l'administration et la gestion par voie de location ou autrement de tous biens immobiliers et de tous autres biens de même nature dont elle viendrait à être propriétaire ou locataire ;
- L'achat, la prise à bail, la vente desdits biens immobiliers ;
- Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en favoriser le développement ou la réalisation, sans altérer le caractère civil de la société.

Article 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : **11 RUE GRAND JEAN.**

Cette dénomination doit figurer sur tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Elle doit être précédée ou suivie des mots « *Société Civile Immobilière* » ou des initiales « *S.C.I.* » suivis de l'indication du capital social.

Article 4 - DURÉE DE LA SOCIETE

La Société est constituée pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 5 - SIÈGE SOCIAL

Le Siège Social de la Société est fixé à : **15, Grand Rue**
30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département sur simple décision de la Gérance et partout ailleurs sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 - APPORTS

- Mme Marion AYMERICH apporte à la société une somme en numéraire
de DEUX CENT QUARANTE EUROS, ci 240 €
- M. Richard ABRIAL apporte à la société une somme en numéraire
de SIX CENTS EUROS, ci 600 €
- M. Mathieu FAGES apporte à la société une somme en numéraire
de DEUX CENT QUARANTE EUROS, ci 240 €
- La S.A.S. ELSYS SOLUTIONS apporte à la société une somme en numéraire
de CENT VINGT EUROS, ci 120 €

Soit au total la somme de MILLE DEUX CENTS EUROS, ci..... 1 200 €

Ladite somme de MILLE DEUX CENTS EUROS (1 200 €) a été effectivement versée dans la caisse sociale, ainsi que les associés le reconnaissent d'un commun accord et s'en donnent mutuellement quittance.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social est fixé à la somme de MILLE DEUX CENTS EUROS (1 200 €), montant des apports ci-dessus fixés.

2 - Le capital est divisé en MILLE DEUX CENTS (1 200) parts sociales de UN EURO (1 €) chacune, numérotées de 1 à 1 200, attribuées aux associés en représentation de leurs apports respectifs, savoir :

. A Mme Marion AYMERICH,
à concurrence de DEUX CENT QUARANTE parts sociales,
portant les numéros 1 à 240,
en rémunération de son apport en numéraire, ci..... 240 parts

. A M. Richard ABRIAL,
à concurrence de SIX CENTS parts sociales,
portant les numéros 241 à 840,
en rémunération de son apport en numéraire, ci..... 600 parts

. A M. Mathieu FAGES,
à concurrence de DEUX CENT QUARANTE parts sociales,
portant les numéros 841 à 1080,
en rémunération de son apport en numéraire, ci..... 240 parts

. A la S.A.S. ELSYS SOLUTIONS,
à concurrence de CENT VINGT parts sociales,
portant les numéros 1081 à 1200,
en rémunération de son apport en numéraire, ci..... 120 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social :
MILLE DEUX CENTS parts sociales, ci..... 1 200 parts

Article 8 - AUGMENTATION ET RÉDUCTION DE CAPITAL

1 - Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, être augmenté par la création de parts nouvelles ou par élévation du montant nominal des parts existantes, soit en représentation d'apports en nature ou en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par incorporation de bénéfices ou réserves.

2 - Il peut aussi, en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, être réduit pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen de l'annulation, du remboursement ou du rachat des parts ou d'un échange des anciennes parts contre de nouvelles parts d'un montant équivalent ou moindre, ayant ou non la même valeur nominale.

Article 9 - COMPTES COURANTS

Tout associé, en accord avec la Gérance, peut déposer des fonds dans la caisse sociale en vue de faciliter le financement des opérations sociales. Les conditions d'intérêt et de retraits sont fixées en accord avec la Gérance.

Article 10 - TITRE D'ASSOCIÉ - DROITS ET OBLIGATIONS - RESPONSABILITÉS

1 - Le titre et les droits de chaque associé résultent des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts régulièrement consenties.

Toutefois, des certificats représentatifs de leurs parts peuvent être remis aux associés. Ils sont établis au nom de chaque associé pour le total des parts détenues par lui, et portent la signature d'un Gérant. Ils sont intitulés « *certificat représentatif de parts* » et sont barrés de la mention « *non négociable* ». Ils doivent être restitués à la Société pour être annulés après chaque modification des droits de leurs titulaires.

Il ne peut être émis de titres négociables en représentation des parts sociales.

2 - A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses parts sociales.

3 - A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs parts sociales à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

4 - Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés. La même interdiction existera pour les créanciers personnels des associés.

5 - Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la Société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal Judiciaire statuant en référé, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément par application des dispositions de l'article 12. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois.

Dans le cas où les parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartiendra à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propiétaire pour les décisions extraordinaires.

6 - Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, la qualité d'associé est reconnue au conjoint qui a notifié à la société son intention d'être personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises par l'époux qui en a fait l'apport ou l'acquisition.

Article 11 - FORME ET PUBLICITÉ DES CESSIONS DES PARTS SOCIALES

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et de sa publicité qui est accomplie par dépôt, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés, de deux copies authentiques de l'acte de cession, s'il est notarié, ou de deux originaux, s'il est sous seing privé.

Article 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES - AGRÉMENT

1 - Cession entre vifs

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers, y compris les ascendants, descendants et conjoints des associés, qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Ces dispositions visent toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la société et à chacun des associés.

La Gérance prend toutes dispositions nécessaires pour consulter les associés sur ce projet, selon les formes prévues à l'article 16.

Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs.

S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés, ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui, le cas échéant, doit être agréé à la majorité des associés autres que le cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par Ordonnance du Président du Tribunal Judiciaire statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée.

Sauf convention contraire entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la Société avant l'expiration d'un délai de QUINZE jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la Société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la Gérance ou le représentant de la Société, spécialement habilitée à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de SIX mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la Société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la Société.

Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la Société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

2 - Nantissement et cession forcée de parts sociales

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté, soit par acte authentique, soit par acte sous signatures privées signifié à la Société ou acceptée par elle dans un acte authentique.

Ce nantissement donne lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, qui détermine le rang des créanciers nantis.

Le privilège du créancier gagiste subsiste sur les droits sociaux nantis, par le seul fait de la publication du nantissement.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1, ci-dessus, pour leur agrément à une cession de parts.

La Société doit notifier la décision des associés de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans le délai de DEUX mois à compter de la dernière des notifications de la demande, le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la Société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai d'UN mois franc à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre des parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs.

S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée, la Société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la Société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation, ou la dissolution de la Société, dans les conditions prévues au paragraphe 1, ci-dessus.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la Société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 7 du présent paragraphe. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

3 - Transmissions par décès

Tous héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants.

Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne devient également associée que si elle est agréée dans les mêmes conditions.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la Gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs, la désignation du mandataire commun doit être faite conformément à l'article 10, paragraphe 5.

Tout acte de partage est valablement notifié à la Société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la Société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la Société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention expresse entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de SIX mois à compter du décès, intenter toute action appropriée devant la juridiction compétente du lieu du siège social pour obtenir qu'il soit procédé au partage de l'indivision dont le maintien empêche le fonctionnement normal de la Société.

Lorsque les droits hérités sont divis, la Société peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

Les dispositions du paragraphe 1 du présent article, concernant la procédure d'agrément et les conséquences du refus d'un projet de cession entre vifs, sont applicables, en tant que de raison, aux mutations par décès. Toutefois, dans l'hypothèse où le refus d'agréer est signifié par la Société sans demande préalable des intéressés accompagnée d'un projet de partage, le délai de SIX mois, à l'expiration duquel l'agrément est réputé acquis à défaut d'offre d'achat ou de rachat, court à compter de la notification de ce refus.

Article 13 - PACTE DE PRÉFÉRENCE

Il est en outre institué un pacte de préférence entre les associés, de telle sorte qu'en cas de souhait d'un associé de céder ses parts sociales ou encore de céder quelque droit sur ces parts sociales, le ou les coassociés du ou des associés cédants puissent, à prix et conditions équivalents, se porter acquéreurs des parts sociales ou droits du cédant.

Les associés intéressés devront racheter l'intégralité des titres du cédant, et la répartition entre eux se fera au prorata de leur participation dans le capital à défaut d'accord contraire.

A cet effet, le ou les cédants devront notifier à chacun des associés de la Société leur intention de céder les parts sociales ou les droits en cause à chacun de leurs coassociés, dans les conditions définies à l'article 12.1 ci-dessus en cas de transmission entre vifs.

La mise en jeu du pacte de préférence prévu au présent article ne se confond pas avec la demande d'agrément figurant à l'article 12 ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 14 - INCAPACITÉ - RETRAIT

L'absence, l'incapacité civile, la déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire ou la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses membres ne mettra pas fin à la Société et, à moins que l'Assemblée Générale n'en prononce la dissolution, celle-ci continuera entre les autres associés, à charge par eux de rembourser à l'associé absent, frappé d'incapacité ou en état de liquidation ou de redressement judiciaire ou de faillite personnelle ou à son représentant légal ou judiciaire, soit par voie de réduction de capital, soit par voie de rachat, au choix des associés demeurés en Société, de la manière et dans les conditions et proportions entre eux qu'ils jugeront convenables, le montant des parts qu'il pourrait alors posséder d'après leur valeur au jour de l'ouverture du droit de rachat déterminée dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code Civil.

Le montant du remboursement sera payable dans les SIX mois du rapport de l'expert chargé de déterminer cette valeur et productif d'intérêts aux taux légal à compter du jour de l'événement ayant donné lieu au droit de rachat.

Le retrait total ou partiel d'un associé doit être autorisé à l'unanimité de ses coassociés ou par décision de justice pour justes motifs.

L'associé qui se retire n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses droits sociaux déterminée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 15 - RÉUNION DES PARTS EN UNE SEULE MAIN

1 - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Toutefois, si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la société.

En cas de dissolution, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est pas réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

2 - L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à la même personne est sans conséquence sur l'existence de la Société.

TITRE III ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Article 16 - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1 - La Société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, nommées pour une durée limitée ou non, par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Lorsqu'une personne morale est nommée Gérant de la Société, la décision qui la nomme indique le nom de ses représentants légaux dont le changement emporte rectification de l'acte de nomination.

2 - Mme Marion AYMERICH, née le 20 Mai 1976 à CHARTRES (Eure et Loir), demeurant : 9 bis, Rue des Rachalans - Apt 2 - 30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX, est nommée Gérante statutaire de la Société pour une durée indéterminée.

3 - Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes relatifs à son objet. S'il y a plusieurs Gérants, chacun d'eux exerce séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

4 - Les fonctions de Gérant cessent par son décès, son incapacité civile, sa déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire de ses biens, sa faillite personnelle, sa révocation ou sa démission.

5 - Le ou les Gérants peuvent résilier leurs fonctions mais à charge de prévenir les associés TROIS mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

6 - Les Gérants sont révocables par décision des associés représentant la totalité des parts sociales, à l'exception de celles du ou des gérants concernés.

Au cas où l'un des Gérants, quand il en existe plusieurs, viendrait à cesser ses fonctions, la Société sera administrée par le ou les Gérants restés en fonctions, jusqu'à ce qu'il soit décidé par l'Assemblée Générale ou par les associés du remplacement ou non du Gérant dont les fonctions auront cessé.

Au cas où la Gérance deviendrait vacante, il serait procédé à la nomination d'un ou plusieurs nouveaux Gérants par une Assemblée Générale des associés convoquée dans un délai de DEUX mois à compter de la vacance, par l'associé le plus diligent.

TITRE IV DÉCISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITÉS

Article 17 - CONVOcation ET TENUE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

1 - L'Assemblée Générale représente l'intégralité des associés ; ses décisions obligent tous les associés, même les absents, incapables ou dissidents.

2 - Les Assemblées Générales peuvent être convoquées par la Gérance à toute époque, lorsqu'elle le juge utile, ou sur demande qui lui en est adressée par un ou plusieurs associés représentant le tiers au moins du capital social.

Les convocations pour l'Assemblée sont faites par la Gérance, par lettre simple ou recommandée adressée au moins QUINZE jours à l'avance, à chacun des associés, au dernier domicile connu, et indiquant l'ordre du jour, les modifications aux statuts, s'il en est proposé, devant être mentionnées explicitement. Au cas où tous les associés seraient présents ou représentés, ladite convocation pourrait être faite verbalement et sans délai.

La Gérance est tenue de faire figurer à l'ordre du jour les résolutions proposées par un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital social, et qui lui ont été communiquées un mois au moins avant la tenue de la réunion.

Chaque associé a le droit d'assister à l'Assemblée ou de s'y faire représenter par un autre associé.

3 - L'Assemblée est présidée par le Gérant, assisté d'un secrétaire désigné par l'Assemblée et qui peut être pris en dehors des associés.

4 - Il est tenu une feuille de présence, signée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance et certifiée par le Président.

5 - Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par la Gérance.

6 - Les associés peuvent toujours, d'un commun accord, prendre les décisions collectives à l'unanimité, par acte sous seing privé ou notarié, ce qui dispense de la réunion d'une Assemblée.

7 - En outre, la Gérance peut consulter les associés par correspondance et les appeler, en dehors de toute réunion, à formuler une décision collective par vote écrit.

Afin de provoquer ce vote, elle adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions par elle proposées en y ajoutant, s'il y a lieu, tous renseignements et explications utiles.

Les associés ont un délai de QUINZE jours à compter de la date de réception de cette lettre pour faire parvenir par écrit leur vote à la Gérance.

La Gérance a le droit de s'abstenir de tenir compte des votes qui lui parviendraient après l'expiration de ce délai. En ce cas, l'auteur du vote parvenu en retard, de même que l'associé qui n'aurait pas répondu, sera considéré comme s'étant abstenu de voter.

En cas de vote par écrit, la Gérance ou toute personne par elle déléguée, rédige le procès-verbal de la consultation, auquel les votes sont annexés.

Ces décisions collectives, ordinaires ou extraordinaires, par consultation écrite, doivent, pour être valables, réunir selon l'ordre du jour de la consultation, les conditions de quorum et de majorité définies ci-après pour les Assemblées Générales.

Article 18 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

1 - L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie obligatoirement au moins une fois par an à l'effet de prendre connaissance du compte-rendu de gestion de la Gérance et du rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé. Elle statue sur cette reddition de compte, discute, approuve ou redresse les comptes et décide l'affectation et la répartition des bénéfices.

2 - A la demande de tout associé, elle statue sur l'évaluation de la valeur patrimoniale de la Société. A cette fin, le ou les associés demandeurs saisissent le Gérant afin qu'il inscrive cette évaluation patrimoniale avec les points fixés à l'ordre du jour de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire annuelle d'approbation des comptes.

3 - Elle nomme, remplace ou réélit les Gérants. Elle délibère sur toutes propositions portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire doivent, pour être valables, être arrêtées par un ou plusieurs associés représentant plus de la majorité du capital social.

Article 19 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

1 - L'Assemblée Générale Extraordinaire peut apporter aux statuts toutes modifications qu'elle jugera utiles, sans exception ni réserve. Elle peut, notamment, étendre, restreindre ou modifier l'objet de la Société, modifier la répartition des bénéfices, décider l'augmentation ou la réduction du capital social, la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société, sa fusion avec d'autres Sociétés, sa scission, sa transformation en Société de toute autre forme, notamment en Société Anonyme ou à Responsabilité Limitée.

Si la transformation doit entraîner une aggravation de la responsabilité des associés à raison des dettes sociales, elle ne peut être valablement décidée sans le consentement de ces associés. Il en est de même en cas de fusion ou de scission de la Société.

2 - Les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire doivent être prises par un ou plusieurs associés représentant plus des trois quarts du capital social. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

TITRE V EXERCICE SOCIAL - AFFECTATION DES RÉSULTATS RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Article 20 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé entre la date de constitution de la Société et le 31 Décembre suivant.

Article 21 - COMPTES SOCIAUX

1 - Il sera tenu au siège une comptabilité régulière.

2 - En outre, à la fin de chaque exercice social, il sera dressé par la Gérance un inventaire des éléments d'actifs et passifs de la Société, un bilan, un compte de résultat et une annexe. Ces documents, accompagnés d'un rapport de la Gérance, devront être soumis aux associés dans les SIX mois de la clôture de l'exercice social.

Article 22 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Les bénéfices nets de la Sociétés sont déterminés, pour chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions nécessaires.

Les bénéfices distribuables sont constitués par les bénéfices nets de l'exercice, diminués des pertes antérieures et augmentés des reports bénéficiaires.

Ces bénéfices sont répartis entre les associés, à proportion du nombre de parts de chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la Gérance, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, des présents statuts ou des décisions des associés, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toute réserve générale ou spéciale, dont ils décideraient la création et détermineraient l'emploi s'il y a lieu.

Les associés peuvent décider de la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportés à nouveau.

TITRE VI DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 23 - LIQUIDATION - PARTAGE

1 - Hormis les cas de fusion ou de scission, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la dissolution de la Société, la mention « *Société en liquidation* » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

2 - La dissolution met fin aux fonctions des Gérants.

L'Assemblée Générale Extraordinaire nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération.

3 - Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'Assemblée Générale, régulièrement constituée, se continuent pour tout ce qui concerne la liquidation ; l'Assemblée Générale a, notamment, le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.

4 - Après paiement des dettes et remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales.

Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Tous les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux. Leurs rapports sont alors régis, à la clôture de la liquidation, en ce qui concerne ces biens, par les dispositions relatives à l'indivision.

Article 24 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les Gérants, les liquidateurs et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction compétente du siège social.

A cet effet, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire du siège social.

TITRE VII PERSONNALITÉ MORALE - FORMALITÉS CONSTITUTIVES

Article 25 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

1 - La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Jusqu'à l'immatriculation, les rapports entre les associés sont régis par le présent contrat de Société et par les principes généraux du droit applicable aux contrats et obligations.

2 - La Gérance est habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements entrant statutairement dans ses pouvoirs.

Ces actes et engagements seront repris par la Société et réputés avoir été faits et souscrits par elle dès l'origine après leur approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. A défaut d'une décision spéciale, l'approbation des comptes du premier exercice social emportera cette reprise.

3 - D'ores et déjà les associés donnent tous pouvoirs à la gérance à l'effet :

- d'ouvrir un compte bancaire ;
- d'acquérir un bien immobilier consistant actuellement en une maison à usage d'habitation située commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX (30660), appartenant à Monsieur BLUM, cadastrée commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX Section UB sur une assise foncière d'environ 2000 m², au prix de NEUF CENT MILLE EUROS (900 000 €) hors frais ;
- à cette fin, se voir ès-qualité consentir tout prêt d'un montant maximum de SEPT CENT SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (770 000 €) au taux maximum de QUATRE POUR CENT (4 %) l'an, sur une durée de QUINZE ANS.

Par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte.

Article 26 - OPTION FISCALE

Les soussignés déclarent expressément opter pour l'assujettissement de la Société à l'impôt sur les sociétés.

Article 27 - INTERVENTION

A l'instant intervient Mme Mélanie SEVEYRAC, épouse de M. Mathieu FAGES, laquelle – après avoir pris connaissance de ce qui précède – déclare, au regard de son régime matrimonial :

- autoriser son époux M. Mathieu FAGES à souscrire, dans les termes des présents statuts, au capital au moyen de deniers communs ;
- renoncer à exercer les prérogatives attachées à la qualité d'associé, entendant que son époux représente valablement leur communauté.

Article 28 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la Gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prescrites par la Loi.

Article 29 - DONNÉES PERSONNELLES

Les parties s'engagent à traiter l'ensemble des Données à caractère personnel dont elles ont connaissance au titre des présentes, en conformité avec les réglementations en vigueur applicables au traitement des Données à caractère personnel et à la protection de la vie privée, et notamment les dispositions de la Loi Informatique et Liberté (Loi 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée) et du Règlement Général sur la protection des Données RGPD (Règlement 2016/679 du 27 Avril 2016).

Les parties s'engagent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité, l'intégralité et la sécurité des Données à caractère personnel auxquelles elles ont accès et notamment d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

La date de la contresignature électronique par l'avocat constituera la date de l'acte.

DISPOSITION TERMINALE - ACTE D'AVOCAT ÉLECTRONIQUE

Du consentement exprès de toutes les Parties, le présent acte est établi en la forme d'un Acte d'avocat électronique, contresigné par le ou les avocats intervenants. Conformément à l'article 66-3-1 de la loi du 31 Décembre 1971 modifiée, ces contreseings attestent que chacun des avocats a pleinement éclairé la Partie qu'il conseille sur les conséquences juridiques de celui-ci, ce que chacune des Parties reconnaît pour ce qui la concerne. Chacun des avocats contresignataires de cet acte a personnellement vérifié l'identité et la capacité des signataires.

Les signatures des Parties seront recueillies par voie électronique, sur la plateforme *e-barreau*, sur laquelle l'avocat rédacteur de l'acte est authentifié avec son certificat électronique conforme au Référentiel Général de Sécurité (RGS) de l'administration.

Les Parties sont informées que l'acte d'avocat électronique est une archive électronique dont certains composants, notamment les signatures électroniques, ne peuvent pas être représentées sur support papier sous une forme visible et lisible. Ainsi, l'impression sur support papier ne rend compte ni de l'identification de l'origine, ni de l'intégralité du document exigées aux fins de preuve par l'article 1366 du Code civil. Seule la forme électronique de l'acte d'avocat fait foi.

La conservation et le stockage des actes d'avocat dématérialisés sont opérés en conformité avec la norme Afnor NF Z42-013 sur l'archivage électronique.



Acte d'Avocat électronique

Identifiant unique de l'Acte : 20240716144626-NW2SuY6dNiffyACK6

Type d'acte : Droit des sociétés

Nombre de page(s) signée(s) au total : 17 dont 2 page(s) de signature

Scellé par le Conseil National des Barreaux
Le 19/07/2024 à 10:43 CEST

serialNumber 39B4

Signé par MARION AYMERICH
Le 19/07/2024 à 11:28 CEST

serialNumber 7BE2D2

Signé par RICHARD ABRIAL
Le 19/07/2024 à 11:29 CEST

serialNumber 7BE2DF

Signé par MATHIEU FAGES
Le 19/07/2024 à 10:50 CEST

serialNumber 7BE07D

Signé par RICHARD ABRIAL
En représentation de ELSYS SOLUTIONS
Le 19/07/2024 à 11:30 CEST
serialNumber 7BE2EF

Signé par MELANIE SEVEYRAC
Le 19/07/2024 à 10:53 CEST

serialNumber 7BE0B2

Document original électronique sécurisé et signé sur le service eActe du Conseil National des Barreaux
sous le contrôle d'avocats inscrits à un Barreau Français





Acte d'Avocat électronique

Identifiant unique de l'Acte : 20240716144626-NW2SuY6dNiffyACK6

Type d'acte : Droit des sociétés

Nombre de page(s) signée(s) au total : 17 dont 2 page(s) de signature

Contre-signé par Me Eric PERRET DU CRAY

Le 19/07/2024 à 11:38 CEST

serialNumber 5144BCC0256BBE1C712955E276E9222E

Document original électronique sécurisé et signé sur le service eActe du Conseil National des Barreaux
sous le contrôle d'avocats inscrits à un Barreau Français

